

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 73

p.a.f. 0,60 € - juillet 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Le vrai scandale c'est le capitalisme

Dans ce numéro:

*Crise politique : les travailleurs n'ont rien à attendre
des gouvernements et des partis bourgeois*

Santé : économies scandaleuses

Maroc : la mobilisation continue

Durobor : suppressions d'emplois et cadeaux aux patrons

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Les malades qui nous gouvernent

Alors que des universitaires complaisants pondent des études sur « la surabondance de l'offre » en matière de centres de radio-thérapie contre le cancer, allant jusqu'à désigner là où il faudrait en supprimer, la situation sur le terrain est bien loin des chiffres abstraits des chercheurs en chambre. Au Hainaut par exemple, cité comme exemple de « surabondance », les centres sont débordés. On vient de Tournai pour se faire traiter à Baudour (une heure de route).

Hélas, durant le mois de mai, le centre Epicura de Baudour est passé à de nombreuses reprises de 2 machines... à zéro : celle réservée aux hommes était définitivement hors d'usage, et les travaux pour la remplacer ne seront terminés qu'en décembre. Les patients des deux sexes se succèdent donc sur la même machine, dans une intimité toute relative, de 8 heures du matin... à 8 heures du soir. C'est exactement le traitement qu'il fallait à la deuxième machine pour connaître des pannes à répétition.

Envoyer les patients à La Louvière ou Charleroi ? Cela impliquerait de recommencer tous les protocoles de préparation pour chaque patient, mais, de toute façon « les listes d'attente sont déjà pleines ».

On ne peut souhaiter à personne, excepté peut-être à Maggie De Block ou Charles Michel, de devoir se faire soigner là où il y a « officiellement » pénurie.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.



Le remède, c'est la lutte collective

Pour aller un pas plus loin dans les économies sur la Santé, la ministre De Block veut imposer aux établissements hospitaliers de se regrouper en réseaux. Les travailleurs du secteur craignent de nombreuses pertes d'emplois, mais aussi de se voir imposer une mobilité importante entre établissements d'un même réseau. Cette réforme pourrait aussi être l'occasion pour les directions, mises sous pression budgétaire, d'imposer l'externalisation de nombreux services et la sortie de ces salariés de la Commission paritaire des hôpitaux.

Les dizaines de milliers de travailleurs du secteur ont intérêt à montrer qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire !

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des gouvernements et des partis bourgeois

Ces politiciens pris la main dans le sac, les uns après les autres, c'est révoltant, surtout que les mêmes nous demandaient de nous contenter de ce que nous avons, salaires trop faibles, pensions minables, indemnités de chômage insuffisantes pour vivre.

Mais avec l'annonce de Lutgen de la rupture du CDH avec le PS en Wallonie et à Bruxelles, nous avons droit maintenant au 2ème acte, avec un CDH plus blanc que blanc... prêt à s'allier avec un MR empêtré dans l'affaire du Kazakhgate, mêlant détournements de fonds et contournements de justice ! En prime les insultes envers les collègues d'autres partis, et les négociations en coulisse pour les postes devenus vacants... Un feuilleton sur la vie ordinaire des politiciens au service de la bourgeoisie qui ne peut que révolter ceux qui gagnent leur vie en travaillant.

Mais derrière les bavardages sur l'éthique en politique et le décumal des mandats, il s'agit surtout de permettre à une nouvelle majorité aux gouvernements wallon, bruxellois et de la Communauté française, paralysés par les affaires du PS, de poursuivre les attaques contre la population, voire de les accélérer.

Les travailleurs de la fonction publique, pas dupes, ont bien compris le message de Lutgen quand il disait: « cela passera notamment par une réduction drastique des outils et organismes publics. » Peut-être réduiront-ils réellement le nombre de mandats très bien rémunérés que les responsables politiques se partagent entre copains, mais c'est surtout la réduction des postes des salariés de la fonction publique qui accomplissent un travail utile, et l'amputation de leurs pensions, qui sera au programme.

Et les travailleurs de la fonction publique ne seront pas les seuls concernés : qu'en sera-t-il des allocations familiales ? Qu'en sera-t-il de l'assurance d'autonomie obligatoire au nom de laquelle le gouvernement wallon veut faire payer 50 euros (pour commencer) à toute personne résidant en Wallonie, sans qu'il y ait le début d'une infrastructure qui pourrait garantir une prise en charge à toute personne en perte d'autonomie qui en aurait besoin ?

Et bien sûr, pas plus les anciens que les éventuels futurs gouvernements ne s'opposeront aux entreprises

qui licencient, aux baisses des salaires et à la précarité que les travailleurs subissent dans tous les secteurs. Ils accompagneront les mesures prises par le Fédéral.

Non, pour les travailleurs, il n'y a rien de bon dans la politique de Lutgen.

Le PS écarté des gouvernements ne manquera pas de dénoncer toute les mesures antisociales de la future coalition, et de marteler que le PS est la moins mauvaise solution pour les travailleurs.

Pourtant, dans un passé encore récent, il n'a pas fallu écarter le PS pour privatiser nombre de services publics, pour organiser la chasse aux chômeurs, pour geler les salaires, distribuer des milliards au patronat avec les Plans Marshall successifs et sauver les banques à coup de milliards...

Avec ou sans le PS, ce sera la continuation de la politique menée depuis 30 ans : l'austérité pour les travailleurs et les profits pour les actionnaires... tant que les travailleurs se laisseront faire.

Dans cette société, une minorité de riches possède les entreprises et les banques. Elle s'enrichit par l'exploitation du travail des ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs qui produisent les richesses dans les entreprises et tous ceux qui contribuent à faire fonctionner toute la société.

Dans cette société, c'est le rôle des gouvernements d'assurer que la classe bourgeoise continue à s'enrichir. Et en temps de crise, la seule voie possible de s'enrichir c'est d'aggraver l'exploitation des travailleurs. L'enrichissement des uns ne peut se faire qu'en appauvrissant les classes populaires.

Les travailleurs ne sont pas dupes, et ils retrouveront le chemin vers le seul moyen qu'ils ont pour faire valoir leurs intérêts dans la lutte de classe menée par le patronat et ses gouvernements: leurs luttes collectives et les grèves. Ce sont justement les spectacles auxquels on assiste actuellement qui nous font la démonstration de ce que vaut leur démocratie. Oui, il faut changer le système. Et c'est en luttant contre l'exploitation qu'on commence à le changer, car c'est l'exploitation qui est le nœud du système.

Audi Forest

Extraits du bulletin Audi du 13 juin :

Une minorité ? Mais une minorité qui a raison !

29% des travailleurs, 38%, si on ne compte que les ouvriers en CDI, ont voté contre le fait de travailler 8,5 heures, une semaine sur deux. Ce n'est pas un mauvais résultat, compte tenu de la pression exercée par la direction et nombre de délégués pour voter oui.

Il y a donc une forte minorité qui ne veut pas céder au chantage et qui a parfaitement compris que chaque concession qu'on fait au patronat entraîne d'autres.

Il ne s'agit donc pas de se soumettre à la « majorité », mais de s'organiser pour se donner les moyens d'entraîner les hésitants à refuser l'esclavage auquel la direction veut nous condamner!

Et si une grève devenait nécessaire, une minorité à tout à fait le droit moral de faire grève surtout quand c'est pour défendre les intérêts de tous les travailleurs.

La majorité qui vote et la minorité qui décide

On nous présente le référendum comme un acte de démocratie. C'est quand même bien, nous disent les organisateurs du référendum, qu'on demande leur avis aux travailleurs.

L'allongement de la journée de travail, il n'y a que la direction qui la veut. Et référendum ou pas, la direction est ultra-minoritaire. Aucun travailleur qui a voté oui, ne l'a fait parce qu'il s'éclate tellement à l'usine qu'il en redemande. Et la direction le sait, car elle a quand-même pris la peine d'envoyer une lettre à chaque travailleur, rappelant qu'un deuxième modèle (et donc notre emploi) était en jeu.

Leur démocratie, c'est de la poudre aux yeux qui cache mal la dictature patronale.

Au bout du bout

Quant aux travailleurs de la sous-traitance, la direction n'a même pas fait semblant : les 8,5 heures leur tombent dessus, sans qu'ils aient quelque chose à dire.

Sauf, si on se met ensemble pour refaire ce qu'on a fait, il y a 5 semaines : refuser de travailler dans ces conditions. Car si nous n'avons pas encore 9 heures sur le dos, c'est bien grâce à la grève !

Durobor : chantage à l'emploi made in Sogepa

Avant d'arriver devant le tribunal de Commerce de Mons, le jeudi 29 juin, pour présenter le projet de reprise de Durobor, le repreneur, Herman Green avait pris soin d'imposer ses conditions aux travailleurs, avec la complicité de la Sogepa et des permanents syndicaux. Sur 233 travailleurs, 89 perdent leur emploi. Les 144 autres sont aussi licenciés et réembauchés ensuite par la nouvelle entreprise, Durobor Glassware, avec de nouveaux contrats qui lient l'obtention de primes à une hausse de la productivité.

Une semaine auparavant pourtant, les travailleurs de Durobor avaient rejeté à 72% le plan du repreneur. Après avoir perdu 19% de leur salaire, 8 jours de congés annuels et 200 emplois sur 400 lors de la précédente reprise de l'entreprise par le consortium Décover - H2 en 2011, les travailleurs estimaient avoir « assez donné » et n'accordaient aucune confiance aux représentants de la Sogepa.

Mais la Sogepa et Herman Green avaient mûrement préparé leur coup. En effet, le lendemain du vote de rejet, le vendredi 23 juin, 144 travailleurs trouvaient en rentrant chez eux un courrier recommandé leur proposant un contrat dans la nouvelle entreprise. Ce chiffre de 144 nouveaux contrats ne doit rien au hasard ni à un quelconque « plan industriel »; Il était seulement destiné à diviser les travailleurs et à obtenir une majorité dans un nouveau vote, organisé le lundi 26 juin. « Pour ou contre la reprise », les enjeux du vote furent présentés aux travailleurs par le président de la Sogepa, Renaud Witmeur, le repreneur Herman Green et les permanents syndicaux. Avec un chantage à la faillite et le licenciement sans indemnités de tous les travailleurs en cas de refus.

Que vont devenir les 89 travailleurs mis au chômage alors que l'ancienne direction n'a plus payé leurs cotisations ONSS depuis 2013 ? Personne n'a permis aux travailleurs de poser la question. Et il est probable qu'ils n'avaient pas de réponse... qu'il faudra pourtant obtenir en faisant collectivement pression sur la Sogepa et l'Onem, pour que ceux qui vont perdre leur emploi ne perdent pas leurs droits.

IlvA (Alost) : les travailleurs se défendent

Des horaires non respectés, une charge de travail intenable, l'impossibilité de récupérer ses heures ou de prendre ses congés : les travailleurs d'IlvA, l'intercommunale des déchets d'Alost, ont trouvé que ça commençait à bien faire et que la poubelle était pleine, comme ils disaient.

Après des mois de tensions et plusieurs jours de grève, ils ont obtenu de leur direction la promesse d'embauche de 10 personnes supplémentaires.



Nouveau Durobor : « Au suivant »

Depuis plus de 10 ans, la Sogepa, le fonds d'investissement du gouvernement wallon pour les entreprises en difficulté, est le seul actionnaire réel de Durobor. Bien sûr, les responsables politiques, comme le ministre PS wallon de l'économie Jean-Claude Marcourt, avec la complaisance des permanents syndicaux de la FGTB et de la CSC, ont tenté de camoufler cette réalité à l'aide de pseudo patrons : Michel Durand, un proche du ministre Jean Claude Marcourt, entre 2005 et 2011, puis Stéphane Jouret et Guy Kuipers de 2011 à 2017.

En 2011, sous le nom du groupe Décover, Jouret et Kuipers, avaient été présentés par la Sogepa et les

permanents syndicaux, comme « un repreneur crédible » disposant « d'un véritable plan industriel » et « qui allait investir dans l'entreprise ». Mais, alors que le ministre Marcourt avait en public fixé comme règle à la Sogepa « d'investir un euro dans Durobor pour chaque euro investi par Décover », le fonds public fut en réalité le seul à investir les 15 millions € nécessaires à la construction d'un nouveau four.

Plus administrateurs-gérants qu'actionnaires, Jouret et Kuipers, s'efforcèrent de prolonger leurs postes, sans doute suffisamment lucratives, le plus longtemps possible, en gérant la trésorerie de l'entreprise selon leurs seuls intérêts. Les cotisations ONSS des travailleurs

n'ont plus été payées depuis 2013, et les autres factures, gaz, électricité, agences d'intérim, étaient laissées en souffrance jusqu'au règlement par la Sogepa. Entretemps, des comptes bancaires créés par Jouret et Kuipers à partir de Durobor, comme Durobor Real Estate, se voyaient crédités de plusieurs millions d'euros.

Aujourd'hui, alors que 89 travailleurs se retrouvent sans emploi, la Sogepa promet déjà au nouveau patron 12,3 millions € d'aides et de crédits, la mise à disposition gratuite d'un nouveau terrain et de nouveaux locaux et l'exemption de la taxe foncière pour 5 ans.

Que risque donc le repreneur, Herman Green ? En cas d'échec, il sait qu'il pourra laisser les dettes à la Sogepa, c'est-à-dire au contribuable. Par contre, en cas de succès, il se partagera les bénéfices avec les banques qui auront accordés des crédits. D'ici là, Green pourra s'essayer à toutes les combinaisons de travail précaire, des missions d'intérim aux entreprises de travail adapté, comme l'ont fait ses prédécesseurs.

Il faudra qu'un jour, une révolte ouvrière balaye ces vautours, les gouvernements qui les entretiennent et les dirigeants syndicaux qui les protègent.



Leur société

Retrait de l'armée belge du Moyen-Orient !

Le ministre belge de la Défense, Steven Vandeput, s'est réjoui du fait que l'enquête sur le raid aérien du 17 mars sur Mossoul qui a fait 105 victimes civiles dispense les aviateurs belges de toute « bavure ».

La « bavure » est reconnue, mais est attribuée à des explosifs de l'Etat islamique stockés dans le bâtiment visé, et non à la bombe elle-même, qui d'après l'armée américaine - qui a fait l'enquête - n'était pas très puissante mais a provoqué une "explosion secondaire" qui a fait s'effondrer tout le bâtiment.

C'est de l'angélisme de croire qu'on peut participer à

une guerre pour les intérêts des pays impérialistes sans tuer personne et surtout des innocents. Retrait de l'armée belge du Moyen-Orient !



C'est pas du propre !

A Bruxelles, on a vu des politiciens se remplir les poches sur le compte du Samusocial, une ASBL qui a remplacé les structures publiques de l'accueil des sans-abris depuis les années 90.

A Anvers, le gouvernement de la ville a carrément offert au secteur privé l'exploitation du centre d'accueil pour sans-abris De Vaart ainsi que d'autres institutions à vocation sociale. C'est la multinationale G4S (profit net en 2016: 250 millions d'euros) qui avait remporté le marché (sic !). Face à la mobilisation des associations, le groupe G4S vient cependant de faire marche arrière et ne prendra pas la gestion.

On ne sait pas si les politiciens se sont enrichis au passage. Mais ils n'ont pas trouvé choquant de confier l'accueil des plus démunis à une entreprise capitaliste pour qui il ne s'agit certainement pas d'une action altruiste, mais de profits sonnants et réverbérants sur le dos des plus pauvres. Une politique « propre » ? Ça n'existera pas tant qu'on ne changera pas cette société pourrie par le profit !



Inhumain

La secrétaire d'Etat pour la lutte contre la pauvreté, Zuhail Demir, a embayé sur les critiques sur le fonctionnement du Samusocial. Mais à sa sauce. Elle critique, par exemple, que les lits mis à disposition en hiver aient aussi accueilli des migrants. Sous prétexte que ceux-ci n'avaient pas demandé l'asile en Belgique, parce qu'ils espèrent atteindre l'Angleterre. Bref, pour Demir, un être humain sans les bons papiers peut mourir de froid dans la rue. Pas de problème.

Par ses propos, Demir ne combat pas la pauvreté, mais les pauvres !

Turteltaks 0:1

La « Turteltaks » a reçu un sérieux revers. Cette taxe a été introduite en 2016 en Flandre par la ministre Turtelboom pour faire payer aux ménages les « certificats verts », c'est-à-dire les subventions qu'ont obtenues les exploitants de sources d'énergies renouvelables.

Un milliardaire comme Fernand Huts qui a fait construire sur ses terrains d'usine l'équivalent de 160 terrains de foot de panneaux solaires, obtient par exemple 13 millions d'euros de subsides par an.

La Cour constitutionnelle, saisie par Test Achats et le PTB, a décidé que la « Turteltaks » était illégale, car les Régions n'ont pas le droit de taxer un produit (l'électricité) qui est déjà taxé au niveau fédéral (et pas trop peu, avec 21% de TVA !).

Mais la Cour n'a pas déclaré illégal le principe de vider les poches de la population pour financer les cadeaux distribués aux riches. Le ministre de l'Energie actuel, Bart Tommelein, réfléchit donc déjà à un autre moyen pour ce faire.

Voilà une première manche de gagnée, mais la lutte ne fait que commencer. Pour la gagner, il faudra l'énergie rouge des luttes collectives.

Une rémunération correcte...

Jean-Claude Daoust, ex-président de la FEB et président du conseil d'administration de la société Daoust Interim, a déclaré dans la presse qu'une rémunération correcte était de 5 000 euros par mois.

5 000 € mensuels pour les intérimaires de sa société, disponibles à toute heure sur les chantiers, dans les hôpitaux, les usines et les bureaux ? Non, il propose 5 000 € pour les politiciens en cas de mandat unique.

Un pourboire assez correct pour aider les patrons et actionnaires à empocher 50 000 €, 500 000 €, voire 5 millions d'euros par mois !

La porte ouverte (de force) aux rafles

Le gouvernement est en passe de décider d'une nouvelle loi qui permette à la police de venir chercher des personnes sans papiers jusqu'à leur domicile. Jusqu'à présent, elles pouvaient «seulement» être arrêtées dans l'espace public.

Les ministres soulignent qu'il faut toujours un mandat de perquisition d'un juge d'instruction. Le but déclaré du secrétaire d'Etat à l'asile, Theo Francken (N-VA), est cependant d'augmenter considérablement le nombre des expulsions.

Organiser des rafles dans les stations de métro, forcer les CPAS à jouer les indices, et maintenant arrêter les gens chez eux qui n'ont pourtant pas commis d'autre crime que de vouloir vivre... alors que dans leur pays on meurt sous les bombes ou de misère.

C'est abject. Et le passé pas si lointain en Europe nous rappelle où cela mène quand on déporte les plus faibles !



Le vrai scandale c'est le capitalisme !

Il y a donc encore une figure du PS qui démissionne suite à des enrichissements personnels peu «éthiques». Il est reproché à Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles, d'avoir perçu des jetons de présence pour son mandat d'administrateur de l'asbl bruxelloise Samusocial en charge des centres d'hébergement des sans-abri. A hauteur de 140 euros par réunion, Mayeur et la présidente du CPAS de Bruxelles, Pascale Peraïta, ont perçu 18 900 euros chacun en 2016, ce qui suppose 10 réunions par mois, 12 mois par an. Un nombre élevé de réunions dont il est plus que douteux qu'elles aient vraiment eu lieu.

C'est choquant et en premier lieu pour les travailleurs du Samusocial et d'autres associations qui se démènent bon an mal an pour fournir au moins le strict nécessaire aux plus démunis. Contrats précaires et mal payés, c'est leur lot. Et ils se heurtent à l'éternelle réponse qu'on connaît dans tous les secteurs d'une certaine utilité pour la population: il n'y a pas d'argent. Et bien souvent, ce sont les bénévoles qui se mobilisent en dehors de leurs heures de travail pour fournir un repas chaud dans les gares ou pour conduire les gens dans les centres de nuit ouverts seulement en hiver.

Mais les députés qui s'excitent sur la culture du fric des parvenus du PS ne font que noyer le poisson. Et rien d'étonnant à cela : tous les représentants des partis aux gouvernements sont complices du vrai scandale qui est l'enrichissement sans limite d'une minorité d'actionnaires et de capitalistes alors qu'à l'autre bout de la société, le nombre de sans-abris

et la pauvreté explosent.

Oui, dans la capitale de l'Europe où se réunissent les lobbys des grandes entreprises mondiales, où on décide des politiques de cadeaux aux entreprises et aux banques qui coûtent des milliards, qui regorge de boutiques de grand luxe, on peut mourir de froid et de faim dans la rue. En 2016, 72 personnes sont mortes dans la rue, en nette augmentation depuis 2005 où en comptait 23.

Plus d'un tiers de la population de la capitale vit en-dessous du seuil de pauvreté, 20% dépendent d'aides sociales ou d'allocations de chômage. Et combien des jeunes et des femmes qui ont été exclus du chômage suite aux mesures décidées par le gouvernement Di Rupo avec la participation de 8 grands partis, seront contraints, dans les mois et années à venir, à se retrouver à la rue ? Ils y rejoindront des familles de réfugiés abandonnées qui survivent dans des conditions inhumaines dans des abris de fortune le long des chemins de fer.

Voilà ce qui est insupportable, immoral, abject : les richesses et les moyens pour permettre à toute l'humanité de vivre correctement existent. Mais les richesses produites par les travailleurs du monde entier sont détournées par une poignée de riches. Elles sont gaspillées dans la spéculation, les produits de luxe et les armes qui rapportent toujours.

Quant aux partis dits socialistes, en abandonnant depuis longtemps la perspective du changement révolutionnaire de cette société par les travailleurs eux-mêmes, ils se sont mis au ser-

vice du capitalisme. Ils sont devenus les bons gérants des affaires de la bourgeoisie, adoptant au passage son style de vie et son avidité à s'enrichir.

Ici en Belgique, en plus de 30 ans de participation aux divers gouvernements du pays, le dévouement à la cause capitaliste du parti socialiste a été sans faille. Il a contribué à tous les cadeaux distribués au patronat, des baisses des cotisations sociales qui vident les caisses de la Sécurité sociale, aux baisses des impôts des sociétés, jusqu'à l'introduction des intérêts notionnels qui permettent aux multinationales d'échapper presque entièrement à l'impôt. Et les dirigeants socialistes ont co-organisé toutes les politiques d'austérité destinées à financer ces cadeaux aux plus riches.

Les pourboires qu'ils se permettent d'empocher pour leurs bons et loyaux services sont choquants, mais ils ne sont pas grand-chose à côté des milliards qui s'accumulent dans les coffres de la grande bourgeoisie grâce à toutes ces mesures.

Alors, le problème des travailleurs n'est pas de réclamer des ministres et dirigeants dans cette société qu'ils gardent les mains propres pendant qu'ils aident la classe capitaliste à vider nos poches. Ce n'est pas possible car le capitalisme vit sur la corruption.

Ce qui est nécessaire, c'est de lutter pour que les travailleurs contrôlent où vont les richesses qu'ils produisent. C'est de se donner comme objectif de renverser ce système inhumain qui a perdu toute légitimité depuis longtemps en étant la cause des guerres, de la misère et de la corruption !

Maroc : les manifestants du Rif bravent l'état de siège

Dans la région du Rif, au nord-est du Maroc, la mobilisation ne faiblit pas malgré la répression. Lundi 26 juin, des manifestations ont eu lieu à El-Hoceima et aux alentours, alors que la ville était placée sous un couvre-feu non officiel mais bien réel, et totalement coupée des environs par des barrages policiers.

Le mouvement de contestation El Hirak, qui dure depuis près de huit mois à El-Hoceima et dans les villes voisines, a connu une nouvelle phase à partir de la fin du mois de mai, après l'arrestation de nombreux militants et de ses principaux dirigeants. À la dénonciation du chômage, qui frappe un nombre particulièrement élevé de jeunes, à la revendication de services publics dignes de ce nom, dans le domaine de la santé ou de l'éducation, les manifestants ajoutent désormais une nouvelle revendication : la libération immédiate de tous les détenus, qui seraient aujourd'hui près de 200. Ils dénoncent aussi les mauvais traitements que ceux-ci ont subis dans les commissariats, qui ont conduit dix-neuf d'entre eux à l'hôpital et sont attestés par des marques de coups sur tout le corps chez les autres. Ces mauvais traitements continuent en prison, avec l'éloignement des leaders à Casablanca, la limitation à dix minutes de la visite



des familles et l'interdiction de parler le berbère rifain.

Après les premières arrestations, la répression a continué avec la mise en place d'un véritable quadrillage policier d'El-Hoceima, destiné à empêcher tout regroupement. La place Mohamed VI, où se sont tenues les grandes manifestations précédentes, leur étant désormais interdite, ainsi que les faubourgs de la ville, les manifestants ont continué à se rassembler sur les collines à la tombée du jour, scandant des slogans et invectivant les policiers restés en bas. À l'occasion de la fin du ramadan, ils ont décidé de braver la police et ont appelé à un rassemblement lundi 26 juin à 15 heures au centre d'El-Hoceima.

Dès l'aurore, des barrages policiers étaient mis en place sur les principaux axes routiers desservant la ville. Mais des manifestants ont réussi à passer en empruntant les sentiers de montagne et à rejoindre les milliers de manifestants d'El-Hoceima, alors que d'autres choisissaient

de manifester dans les villes alentours. Dans tous les cas, ils ont eu pour seule réponse les matraques, les bombes lacrymogènes et de nouvelles arrestations.

Le pouvoir a pour le moment choisi la méthode répressive pour arrêter le mouvement. Sa crainte est qu'il perde et qu'il fasse tache d'huile dans d'autres régions du Maroc, elles aussi touchées par le chômage, la pauvreté et l'indigence des services publics. Maniant la carotte

et le bâton, le roi Mohamed VI a fait mine de découvrir la situation du Rif et a reproché à ses ministres le retard pris dans la mise en place d'un programme de développement de la région, officiellement lancé en 2015 et qui s'est enlisé dans les sables depuis. Il a même privé de vacances une partie des ministres concernés.

Les manifestants d'El Hirak, toujours mobilisés, ne sont sans doute pas dupes de cette hypocrisie, tout comme l'une des leaders, Silya Ziani, arrêtée pour, entre autres, l'usage du slogan « Sa Majesté le peuple ».

Article extrait du journal français «Lutte Ouvrière»

Incendie à Londres : des révélations révoltantes en cascade

Suite à l'incendie de la tour Grenfell à Londres le 14 juin dernier, une inspection des autres tours de la capitale a été lancée. Elle révèle que plus de cent d'entre elles ne répondent pas non plus aux normes de sécurité – et l'enquête n'est pas terminée. Ailleurs dans le pays, le même souci d'offrir les marchés aux entreprises les moins chères a conduit au même résultat : des bâtiments non sécurisés.

La colère est grande, tant face à l'indifférence de la Première ministre Theresa May que du mépris des politiciens locaux et des patrons du BTP pour la vie des pauvres.

A l'horreur même de l'incendie s'ajoute le fait que le nombre de morts semble avoir été sous-évalué par les pouvoirs publics et que des clandestins qui habitaient la tour renoncent aux soins auxquels ils auraient droit, de peur d'être expulsés du pays.